



Et si on arrêta de dire du mal de la Sécu...

Lydia Magnoni

Cahiers > Casse sociale

Le 25 mai 2017 | Mise en ligne : **Lydia Magnoni**

Charges sociales, trou de la sécu, fraude sociale... La Sécurité sociale est-elle devenue un vieux système dépassé, impayable ? Une grande fabrique à faire des assistés ? Pas du tout, affirme le CEPAG dans sa campagne de sensibilisation : « Ceci n'est pas un trou ». Bien au contraire...

Depuis des années, c'est le même discours. On nous parle du trou de la Sécu... Le gouvernement fédéral insiste beaucoup sur le coût de la sécurité sociale. Il faut, disent nos ministres, la moderniser, la rentabiliser. Comment ? En diminuant ses dépenses, bien sûr ! Dans la presse aussi, le même discours domine : on parle de charges sociales, et plus de cotisations sociales. Ce qui est, en vrai, une partie de salaire que le patron verse dans une caisse commune à tous les travailleurs devient un poids lourd à porter pour la société... Le poids des mots...

Et, peu à peu, ces mots déviés, ces discours dominants tendent à faire progresser dans nos têtes à tous que la Sécu, c'est un vieux truc complètement ringard et dépassé. Qu'il faut absolument réformer...

Diminuer les dépenses

Quand le gouvernement nous parle de réforme du financement de la sécurité sociale. Il faut entendre : le gouvernement va diminuer les dépenses de la Sécurité sociale. Or, si on diminue les dépenses de la Sécu, on va aussi diminuer la protection des citoyens à toutes les étapes de leur vie...

Le gouvernement justifie en fait une politique antisociale qui aura des conséquences très négatives pour nous tous : par exemple, les soins de santé seront plus chers et moins accessibles. L'âge de la pension va passer de 65 à 67 ans. Les chômeurs sans emploi, les malades, les jeunes, les femmes vont vivre dans une précarité beaucoup plus grande.

Aujourd'hui, 15 % de la population belge est touchée par le risque de pauvreté. (18 % en Wallonie, 30 % à Bruxelles). Or, d'après l'Observatoire des inégalités, sans la Sécurité sociale (sans les pensions), la pauvreté serait bien plus grave : en Wallonie, le taux de pauvreté passerait de 18 % à 33 %. Au total, sans la Sécu, c'est 45 % de la population belge qui risquerait de basculer dans la pauvreté.

La Sécurité sociale joue donc bien son filet de protection dans les circonstances de la vie de chacun d'entre nous. C'est une protection contre la pauvreté et la précarité. Elle est loin d'être dépassée.

Une assurance, si tu veux, mais solidaire

En réalité, dit le CEPAG, la Sécurité sociale, c'est un système génial, moderne, efficace et solidaire...

La Sécurité sociale n'a pas toujours existé. En Europe, son idée est née au 19e siècle, elle vient du mouvement ouvrier et de ses combats. Les travailleurs se sont alors organisés pour aider les retraités, les malades, ceux qui perdaient leur emploi. Ils versaient volontairement une part de leur salaire dans un pot commun !

Puis, de conquêtes sociales en négociations avec les patrons et le gouvernement, les syndicats et les mutuelles se sont battus pour étendre le système.

La Sécurité sociale telle que nous la connaissons est née avec le Pacte social, signé par les syndicats et les employeurs, en 1945 après à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. C'est un système complet d'assurances sociales, géré par les représentants des patrons et des travailleurs (les syndicats et les mutuelles) sur base de cotisations obligatoires sur les salaires payées par le patron et le salarié. L'État doit en principe assurer l'équilibre du système.

C'est tout cela que le CEPAG veut rappeler dans sa campagne : « Ceci n'est pas un trou »

Une campagne avec des moyens modernes... comme la Sécu : un court métrage d'animation très bien fait, réalisé par Lucie Thocaven avec les voix de Bouli LANNERS, Yolande MOREAU et Charline VANHOENACKER et une chaîne sur youtube.

Par cette campagne, le CEPAG veut démentir le discours ambiant et prouver que la Sécu n'est pas dépassée... Car la solidarité, c'est indémodable ! Et qu'on peut supprimer ce fameux « trou » de la Sécurité sociale, ce déficit sans réduire la protection des plus faibles.

Les fausses bonnes idées du gouvernement

Le gouvernement Michel veut modifier le financement de la sécurité sociale et faire des économies. Pour le CEPAG, ce sont de fausses bonnes idées... Avec ces idées, le financement de la Sécu ne serait plus assuré. Ce que propose le gouvernement Michel, c'est que la somme versée par l'État pour combler le « trou » budgétaire de la Sécu ne soit plus garantie, comme aujourd'hui, mais soumise à une série de conditions.

Par exemple, les différentes branches de la Sécu devraient prouver qu'elles ont assez contribué aux diminutions de dépenses décidées par le gouvernement. Autre exemple : si les syndicats et les employeurs trouvent un accord sur une pension plus rapide pour les métiers pénibles et que cela « coûte » à la Sécu, ils devraient proposer de réduire d'autres dépenses sociales.

Les branches de la Sécurité sociale seraient donc mises en compétition !

Or, si on affaiblit la sécu, on ouvre la porte toute grande aux assurances privées... que tout le monde n'a pas les moyens de s'offrir et qui recherchent avant tout le profit...

Envie d'en savoir plus ?

[Découvrez le dessin animé et les outils de la campagne du CEPAG](#)

Assistez à la journée de formation organisée à l'initiative de la Commission des Pensionnés & Pré-pensionnés du CEPAG Le 19 juin de 9h 30 à 16h 30 à l'Espace Solidarité, rue de Namur 47 à 5000 Namur

Inscription : cepag@cepag.be

081/265152

